Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Mettre-en-place-une-monnaie,1392

6eme rencontres Internationalistes de Vénissieux 8 et 9 Novembre 2013

Mettre en place une monnaie commune mondiale libérée de la tutelle impérialiste américaine : une approche convergente du PCC et du PCF

Date de mise en ligne : mardi 12 novembre 2013

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2013 -

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

A l'occasion des Rencontres Internationales organisées par la section du Parti communiste français de Vénissieux, les 8 et 9 Novembre 2013, je souhaite souligner ici l'un des points de convergence existant entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et le Parti Communiste Français (PCF), concernant un projet de monnaie commune mondiale pour faire face à la crise latente de la monnaie mondiale actuelle, le dollar US, et à la menace de crise que la crise de cette monnaie fait peser sur le monde entier.

Les motivations de ces deux partis communistes ne sont pas identiques. Le PCC est en charge du gouvernement d'un grand pays, en plein développement industriel et qui, pour cette raison, entretient des relations économiques avec l'ensemble des pays du monde, en premier lieu avec les Etats-Unis. Or par suite de sa position commerciale, la Chine dispose, à l'heure actuelle, de 1,6 milliards USD, de réserve. Ce pays est donc au premier chef concerné par la valeur de ses actifs en dollars.

La Banque de France, de son côté, ne possède pas d'encaisse en dollars US puisque la devise à laquelle notre pays est rattaché est l'euro, celui-ci étant géré, ainsi que les réserves de dollars attenantes, par la Banque centrale européenne. Cela dit, les Français sont eux aussi concernés par la crise latente du dollar dont la cristallisation aurait de réels effets sur le taux de change de l'euro et sur l'économie européenne, donc sur l'économie française. Il est dès lors normal que le PCF adopte une position sur cette question.

Aussi, indépendamment des conséquences immédiates que la gestion de la monnaie américaine pourrait avoir sur telle ou telle économie, est-il compréhensible que les communistes soient partout concernés par ce qu'on nomme « la crise du dollar » car ce sont les travailleurs du monde entier qui sont déjà sous la menace de son éclatement comme de sa domination, que ce soit en Chine, en France ou ailleurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut penser que les Rencontres Internationales de Vénissieux de 2013 seront intéressées à aborder ce point.

En effet, il n'a pas seulement trait à l'économie chinoise et à la préservation de la valeur de ses encaisses. Il n'a pas seulement trait aux possibles effets que l'on peut anticiper sur l'économie française ou sur l'économie chinoise. Il concerne tous les pays du monde, et donc tous les partis communistes. Il serait très instructif, pour la lutte commune, de savoir comment les différents participants à cette rencontre ont pris en compte le projet de monnaie mondiale présenté par la Chine et comment ils développent eux-mêmes, dans leur propre zone d'influence, des projets comparables. Cela dit, les organisateurs de ces rencontres n'ont certainement pas la prétention d'épuiser tous les sujets cette année et, malheureusement, il y aura encore de quoi faire l'année prochaine pour réfléchir ensemble.

Ce texte, très court, est divisé en trois parties.

- Dans la première partie, consacrée à « l'état des lieux », je rappellerai brièvement le contenu des propositions soutenues respectivement par le PCC et par le PCF.
- Dans la seconde partie, je ferai part de questions que me suggèrent ces positions. Il s'agit d'interrogations personnelles ayant pour seule justification de prendre place dans la discussion générale, si elle a lieu sur ce sujet.
- Dans la troisième partie, j'indiquerai que la Chine communiste fait plus et autre chose que critiquer la monnaie américaine. **Elle agit**. Elle met en oeuvre une stratégie économique, commerciale et monétaire qui certes, ne la place pas hors du danger d'une crise du dollar US mais qui, néanmoins, conduit la réflexion de ses dirigeants vers d'autres terrains que celui des analyses théoriques sur le dollar.

La Chine a nécessairement une approche pratique et pointue de ces questions alors que le PCF, qui n'exerce

aucune responsabilité gouvernementale, n'en a qu'une approche théorique très générale.

1. PREMIERE PARTIE : UN RAPIDE ETAT DES LIEUX RELATIVEMENT A LA CHINE ET A LA FRANCE SUR LA MONNAIE COMMUNE MONDIALE. EXPOSES DES CONCEPTIONS

Les positions respectives sur la monnaie mondiale, du Gouvernement de la Chine ainsi que du PCC, d'un côté, et du PCF, de l'autre.

1) Le Gouvernement et la Banque centrale de la Chine, le PCC.

La position du gouvernement chinois fut récemment rappelée (Octobre 2013) à la suite d'une anecdote institutionnelle américaine. De façon régulière, les instances américaines doivent autoriser l'Etat fédéral à payer les intérêts de la dette et à financer les services de l'Etat. Cette procédure ne pose généralement pas de problème. C'est, si l'on peut dire, « un vote obligé ». Mais cette année, pour des raisons de politique intérieure et d'opposition à certains projets médicaux du Président Obama, le parti des Républicains est entré en rébellion législative, refusant de voter. Il a donc fallu des négociations entre les instances concernées pour qu'un vote positif ait lieu au terme duquel l'Etat fédéral a pu honorer à nouveau ses engagements relativement à sa dette et à ses fonctionnaires, au moins dans le moment présent.

La partie chinoise est le principal soutien financier de l'Etat fédéral américain puisque qu'elle finance aujourd'hui 1,3 Md (8%) des 16,7 Mds USD que représente l'endettement public des Etats-Unis. Elle n'a donc pas manqué de manifester quelque humeur eu égard aux pertes considérables de valeur potentiellement induites par un tel comportement et venant d'un Etat toujours prêt à donner aux autres Etats des leçons de bonne conduite économique. Le site « *Faire Vivre le PCF* » s'est fait l'écho de cette réaction justifiée en reproduisant (21/10/2013) un article extrait de *Xin Hua.* [1]

Cela dit, c'est au printemps 2009 (23 mars) que le gouvernement chinois semble avoir exprimé pour la première fois de manière précise, en préparation à une réunion internationale du G20, à Londres, des critiques sévères à l'égard du dollar US.

En voici les termes principaux. De manière préparatoire, la Banque centrale de Chine mît sur son site un document dont son gouverneur, M. Zhou Xiaochuan, présenta, à Londres, les grandes lignes. Prenant acte de ce que le Fonds monétaire international n'était pas en mesure de fournir, avec les Droits de tirage spéciaux (DTS) actuels, un substitut conséquent à la détention excessive de dollars US, il indiqua, d'une part, que le fait, pour une devise nationale, de servir de monnaie de réserve avait peut-être fait son temps, et que d'autre part,

> *« l'objectif souhaitable (était) de créer une devise de réserve internationale qui soit déconnectée de l'un ou l'autre pays et qui puisse rester stable dans le long terme »*

. Le gouverneur de la Banque centrale faisait également et notamment état des disproportions, à l'avantage des Etats-Unis, dans les pouvoirs dévolus aux différents partenaires du monde dans les instances financières

internationales.

Certes, l'exigence d'une monnaie mondiale qui ne soit pas également une monnaie nationale n'est pas nouvelle. On a souvent évoqué le projet de Bancor conçu par Keynes dès 1944, ou d'autres projets plus récents. Mais en 2009, les circonstances étaient nouvelles. D'une part, le dollar était devenu une monnaie mondiale dans le cadre de la mondialisation capitaliste dont les Etats-Unis assurent, pour l'instant, la conduite économique et politique. D'autre part, par suite du processus de mondialisation capitaliste, la gestion désastreuse de cette monnaie par les autorités américaines elles-mêmes rejaillit sur l'ensemble des affaires du monde et, en premier lieu, sur celles de leurs principaux créanciers. Il est intéressant de noter que les critiques et propositions chinoises ont été l'objet d'un accueil très favorable, sauf aux Etats-Unis, cela va de soi [2].

2) Le PCF

A peu près au même moment que M. Zhou Xiaochuan exposait cette position, Paul Boccara, membre de la Section économique du PCF, présenta un projet de monnaie mondiale qui fut bientôt adopté par la direction du PCF.

Dans un article de Février 2012 [3], P. Boccara rappelle cet épisode tout en interprétant théoriquement son contexte :

> « Derrière cette remise en cause des pouvoirs et aussi des quote-part, la principale question est celle d'un autre financement favorisé par le FMI, pour une autre croissance économique et sociale à l'échelle planétaire. La question cruciale est celle d'une nouvelle création monétaire mondiale, au lieu de la domination du dollar, avec d'autres objectifs sociaux, à partir de DTS qui constituent l'embryon d'une véritable monnaie commune mondiale... Et à la veille du G20 de Londres d'avril 2009, le gouvernement de la Banque centrale de Chine a proposé, dans le même sens, de créer « une monnaie de réserve internationale » déconnectée des intérêts souverains d'un seul pays ...et à partir de DTS »

.

3) Comparaison des positions

D'une certaine manière, les positions du PCC et du PCF sur cette question se recoupent largement. Cela ressort du texte de P.B. Elles ont pour centre le projet d'une autre monnaie que le dollar US pour régler les rapports économiques mondiaux. Elles contestent le pouvoir de blocage et de décision mondiale attribué aux Etats-Unis dans les instances financières internationales. Mais en même temps, elles diffèrent légèrement l'une de l'autre.

D'abord la position défendue par M. Zhou Xiaochuan était une position de contestation, exprimée dans une enceinte internationale où il s'agissait de mettre en minorité morale le partenaire américain portant fortement atteinte aux intérêts chinois. La déclaration du Gouverneur de la Banque centrale de Chine n'était donc pas l'exposé d'une thèse théorico-politique d'inspiration marxiste.

Ensuite, il s'agissait pour lui, et d'une certaine manière il s'agit toujours, pour les gouvernants de la Chine, de discuter sur un terrain concret immédiat. L'ampleur du financement chinois de la dette américaine fait que les défaillances du « système dollar » risquent de spolier les travailleurs chinois d'une partie importante du résultat de leur travail [4].

Le PCF n'est pas dans cette position. Il n'exerce aucune responsabilité gouvernementale. Il peut donc se permettre de « faire de la théorie » et il n'est pas en peine de tracer les chemins du futur, même si la cartographie qu'il en donne est parfois approximative. Ainsi par exemple, le concept avancé par P. Boccara (et par contrecoup par la direction du PCF) est-il celui de « **monnaie commune de coopération** ». Il s'agit, selon cet auteur, de mettre en place une monnaie nouvelle, pour établir au-delà de nouvelles règles mondiales de financement, une nouvelle civilisation. L'intention est louable. Mais elle mérite peut-être encore d'être travaillée.

Je ne dis pas que ces concepts soient inappropriés ou inconsistants. Je souhaite seulement indiquer ce que j'interprète comme une grosse différence entre les projets communistes, chinois et français, d'une nouvelle monnaie mondiale. Il n'est pas équivalent, d'un côté, de tracer, sur le papier, le destin du monde, et d'un autre côté, de défendre pied à pied, et dans la vie, « *le bout de gras national* ».

Ces différences ne peuvent, cependant, pas être un obstacle à la discussion et à la mise en oeuvre d'actions solidaires et convergentes. Telle est du moins ma conviction. Cela n'empêche pas de chercher à mieux comprendre les positions des uns et des autres.

2. DEUXIEME PARTIE : QUELQUES REMARQUES SUR CES DEUX POSITIONS

Je vais, dans cette partie, et pour indiquer comment je cherche à approfondir ma connaissance des positions en question, énoncer 4 remarques à leur propos, comme contribution à la discussion générale. Comme on l'aura déjà remarqué, je me suis volontairement abstenu de toute écriture polémique.

1) Première remarque : *Comment contraindre les Etats-Unis à accepter que le dollar ne soit plus une monnaie mondiale et comment, réciproquement, obliger la majeure partie des pays du monde à refuser que le dollar soit monnaie mondiale ?*

D'une part, les Etats-Unis ne sont pas encore en disposition d'esprit ou en situation d'accepter cette évolution. Le système dollar est bénéfique à tout un ensemble d'agents américains comme à l'économie américaine dans son ensemble, même si le partage du gâteau est plus qu'inégal entre les citoyens de ce pays. Cela dit, le gouvernement fédéral continue d'énoncer avec arrogance son refus de changer quoi que ce soit d'essentiel dans le fonctionnement du système monétaire international et de ses institutions.

D'autre part, il faut bien que le caractère dominant du dollar soit accepté, fût-ce avec d'importantes réticences, par un grand nombre d'agents économiques et de gouvernements dans le monde, pour que le « système dollar » demeure en place.

Les gouvernants et capitalistes américains s'estiment donc, peut-être pour cette raison, en droit de dire qu'après tout, ils ne forcent personne à utiliser les dollars émis par les Etats-Unis et diffusés dans le monde entier.

Certes, il y aurait de la mauvaise foi dans une telle déclaration. Car l'économie américaine est devenue une débitrice énorme du monde entier. En face d'elle se tiennent des créanciers à la mesure de sa dette.

Or, comme on le sait, les créanciers, dans l'histoire, n'ont pas toujours eu le bon rôle. Ils prêtaient aux puissants en sachant que c'était vraisemblablement à fonds perdus et qu'en regard de leurs prêts, il leur faudrait trouver d'autres avantages que le remboursement du capital et de ses intérêts pour trouver compensation. Ce que les plus chanceux

d'entre eux n'ont pas manqué de faire.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. L'Amérique est endettée à ce point que ses créanciers continuent à lui faire crédit avec l'espoir qu'ils seront peut-être un jour remboursés. La plupart des pays créditeurs, la Chine faisant exception, vivent à l'ombre de l'impérialisme américain. Ainsi en est-il, par exemples, des monarchies pétrolières ou du Japon.

Il est donc normal que les projets de remplacement du dollar US comme monnaie mondiale soient traités avec légèreté par le gouvernement américain. C'est le problème rencontré par un certain nombre de révolutions que de naître dans le scepticisme. Le remplacement du dollar par une monnaie mondiale ne semble pas devoir échapper à la règle. Il faut donc s'attendre à ce que « le système dollar » bénéficie d'une force d'inertie considérable. Par exemple, les projets actuels de la Banque mondiale en ce domaine envisagent que le remplacement du dollar par une monnaie mondiale pourrait prendre au moins une dizaine d'années (échéance 2025). Mais dix ans sont, en réalité, un temps très court. Ce sera certainement davantage. La Chine elle-même, tout en critiquant ce système n'en procède pas moins, chaque année, à d'importantes quantités d'achats de titres en dollars. Et même si elle cherche à retirer ses billes, elle n'en reste pas moins fortement dépendante de la zone dollar.

Ma première remarque a donc trait à l'inertie du système. Il est sain de vouloir en changer. Mais comment faire en général, et comment faire avec les Etats-Unis en premier lieu ?

2) Deuxième remarque. *Elle consiste à dire qu'il ne suffit peut-être plus, aujourd'hui, d'analyser les conditions techniques de réalisation d'une autre monnaie mondiale. Il faudrait en examiner les conditions politiques, sauf à s'en remettre à une catastrophe socio-économique obligeant à tout changer.*

Parmi ces conditions, l'une des plus importantes est celle, me semble-t-il, de l'accompagnement des Etats-Unis dans le processus de perte de leur prééminence monétaire. Si l'on veut tuer l'impérialisme, il faudrait *« l'accompagner en fin de vie »* pour veiller à ce qu'il soit le moins nuisible possible. Mais quelles seront les implications d'une telle démarche, si on la considère comme fondée ? Et puis on en revient à la remarque précédente avec toutefois une interrogation supplémentaire.

Si, par hypothèse, les peuples, les Etats, trouvaient le moyen de contraindre les Etats-Unis à abdiquer leurs privilèges monétaires, tout en mettant en place une solution de rechange, quelle serait « la compensation » ou « le remède calmant » apporté à cet ancien leader ?

En supposant que le système dollar actuel soit « la face monétaire » de la mondialisation capitaliste, laquelle s'est accompagnée de la désertification industrielle des Etats-Unis, et du maintien de ses services collectifs centraux dans une complète déshérence, ne pourrait-on pas considérer que la ré-industrialisation de l'Amérique du Nord et la réimplantation de son Etat social seraient ce remède ? En poursuivant la réflexion dans cette voie, il vient que cela supposerait une lutte politique puissante du peuple américain lui-même pour reconquérir son destin industriel et social. Je crois, en effet, que la lutte du peuple américain contre la capital financier mondialisé des Etats-Unis sera l'une des conditions majeures de reconquête par le monde de son propre destin monétaire. Mais comment aider le peuple américain à se ressaisir et à lutter contre ses oppresseurs internes ?

3) Troisième remarque. *Ma troisième remarque a trait au rapport existant, dans les propositions du PCC et du PCF, entre la part de la technicité et la part de l'imagination théorique*.

Il est clair que le Gouverneur de la Banque centrale de Chine n'allait pas se rendre à Londres sans avoir fait plancher ses experts de manière intense, sur un plan principalement technique. En même temps, comme je l'ai déjà mentionné, il est compréhensible que le projet chinois n'ait pas été conçu comme un manifeste théorico-politique.

Copyright © Le Vénissian

Par contraste, le projet du PCF, détaché de toute contingence matérielle mais aussi ancré dans une expertise humainement réduite, peut s'être laissé aller à des propos que nos amis chinois qualifieront pourront qualifier de « romantiques ». Personnellement, je pense que plus de « classicisme » ferait du bien aux propositions du PCF.

Je ne vais, toutefois, pas indiquer ici, en quoi je trouve que telle ou telle partie de ce projet est faible. D'abord, je peux fort bien me tromper. Ensuite, et surtout, je crois que des formes plus collectives de réflexion et de recherche sur ces problèmes, au plan national mais aussi au plan mondial entre les chercheurs communistes, seraient bénéfiques pour le mouvement général, pour la connaissance scientifique et pour l'objectif poursuivi.

Ma conclusion sur ce point, consiste à dire que les parties concernées pourraient avoir intérêt à échanger leurs interrogations sans hésiter à mettre en discussion leurs certitudes, et à mettre en place des instances de recherche appropriées, ce qui serait une façon de se renforcer mutuellement en se complétant et en s'enrichissant.

4) Quatrième remarque. *Elle a trait à la notion de monnaie commune et à son application au plan mondial. Cette notion relève plutôt des propositions du PCF. Mais je crois qu'il faut en clarifier certains aspects.*

Je ne suis pas en mesure d'examiner ici de manière suffisante les significations monétaires de la monnaie commune et de la monnaie unique. Quelques mots, cependant, de ces systèmes.

A) Monnaie commune. Le principe d'une monnaie commune aux membres d'une zone monétaire est que chaque Etat membre fonctionne avec **sa propre monnaie** pour son activité intérieure (production intérieure, salaires, impôts, consommations productives et finales, etc.).

Si l'Union européenne avait adopté une monnaie commune en 1992, la France aurait, dans le cadre des institutions d'ensemble, continué de fonctionner avec le franc et avec une Banque de France responsable de son activité bancaire et financière, en liaison avec l'activité économique générale et les institutions politiques. Il en aurait été de même avec le mark en Allemagne et ainsi de suite.

Cela étant dit, **la monnaie commune** aurait été utilisée dans les relations avec les autres partenaires de la zone (importations et exportations au sein de la zone). La France aurait, avec sa propre monnaie, le franc, acheté de la monnaie commune à la Banque de la zone, et elle aurait réglé ses opérations européennes de commerce extérieur avec cette monnaie commune.

La France important de l'Allemagne, ces opérations auraient été réglées en monnaie commune, achetée à la banque centrale de la zone avec des francs. Vendant à l'Allemagne, même topo. Elle aurait reçu de la monnaie commune achetée avec des marks à la même banque centrale.

La monnaie étant forcément liée à des institutions monétaires, il découle de ce constat qu'un système de monnaie commune comprend, à l'intérieur de la zone où il est défini, **deux niveaux monétaires**, celui de la monnaie nationale (l'activité de chacun des Etats) et celui de la monnaie commune (le commerce à l'intérieur de la zone).

Mais les membres ont aussi des relations commerciales avec les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Inde, etc. Le niveau mondial s'ajoute donc aux deux niveaux que je viens de mentionner, propres à la zone considérée. La monnaie commune est alors cotée relativement aux autres monnaies du monde, par exemple sur les marchés des changes.

Le problème, avec les monnaies, est qu'elles ressemblent un peu au jeu de Monopoly, mais seulement un peu. Au début du jeu, chacun reçoit des millions et des milliards. Mais cet argent fictif ne vaut rien. Or l'argent réel a « une

valeur ». Chacun connaît le mot d'enfant : « *Dis, maman, où est-ce qu'on peut acheter de l'argent ?* ». Acheter de l'argent, bien souvent la maman le voudrait bien. Mais où et à quel prix ? La « valeur » des monnaies n'est pas seulement celle du papier, c'est-à-dire quasiment rien. C'est celle de la vie économique.

Par conséquent, en établissant une monnaie commune, on peut très bien définir des règles, donner des droits de tirage ; etc. Mais la vie économique avance. Des comparaisons s'établissent. Au sein de la zone où existe la monnaie commune, certains vont dire qu'ils travaillent beaucoup, et que les autres « ne foutent rien ». Pour certains pays, se produiront **des déficits permanents** avec leurs partenaires de la zone. Alors que, pour d'autres pays de la zone, il se produira au contraire des **excédents permanents** avec les autres partenaires.

On imagine alors les possibles discutailleries sans fin, mais peut-être justifiées après tout. Les agents des pays à excédents diront, peut-être : *« Oui, nous travaillons dur. Nous avons une productivité élevée et c'est pour ça que nous avons des excédents. Mais eux, les déficitaires, ils ne font rien. Leur productivité est faible. Ils ont des déficits. C'est facile pour eux de combler leurs déficits. Il leur suffit de fournir leur monnaie nationale (qui ne vaut rien) à la Banque centrale de la zone et ils auront aussitôt la monnaie commune qui leur permettra de nous payer. D'une part, ce n'est pas juste. D'autre part, cela met en cause la valeur mondiale de la monnaie commune de la zone »*.

Sans entrer dans les détails, je vais « balancer » les résultats, bien connus, qui font que la monnaie commune présente des avantages.

1) Elle permet à chacun de **vivre à son rythme**.

2) Elle assure une certaine **continuité de la production et du revenu**. Ce n'est pas parce que tel pays est en déficit qu'il va s'arrêter de produire. Il demande de la monnaie commune, laquelle lui est consentie par la Banque centrale. C'est mieux que de dire : *« Maintenant que j'ai une dette, je commence par la rembourser et ensuite je me remets à produire »*. La pensée de Keynes est favorable aux débiteurs. En gros, Keynes disait :

> « Il faut aider les débiteurs, parce que si on ne les aide pas, c'est toute la société qui crève. Il est vrai que, même quand on est riche, très riche, à quoi sert d'être remboursé si c'est pour crever la gueule ouverte sur son or ? »

.

3) Le troisième résultat heureux de la monnaie commune est qu'**elle oblige à une certaine solidarité entre les membres de la zone concernée, et même à une solidarité active**. « *Tel pays est en déficit ? Soit, nous évitons de le faire crever tout de suite en lui demandant de rembourser immédiatement. Mais en plus, nous veillons à ce que son économie se renforce* ».

Comme on le perçoit, le principe de la monnaie commune est un principe de vie civilisée. Cela étant dit, ce principe suppose « des efforts ». Il ne peut pas y avoir des attardés permanents volontaires, des fainéants structurels. En tout cas, c'est l'une des questions qui se posent. C'est pourquoi le principe de la monnaie unique a aussi ses adeptes.

B) La monnaie unique. Il ne faut pas croire que seuls « les capitalistes » lui sont favorables. Puisque les prolétaires font la richesse en travaillant, il n'y a aucune raison de penser que les prolétaires d'un pays donné puissent

considérer *a priori* comme « normal » d'alimenter en richesse, de façon permanente, les prolétaires d'un autre pays.

Cela étant dit, en quoi la monnaie unique élimine-t-elle les problèmes d'ajustement rencontrés dans le cas de la monnaie commune ? L'exemple de la réunification allemande illustre ce phénomène.

Dans un premier temps, tout fut merveilleux. Destruction du mur, retrouvailles, joie, pleurs de joie, festins de bananes, échange de 1 mark Est contre 1 mark Ouest, etc. Après un certain temps, il a fallu à nouveau gagner des marks des deux côtés. Certes, mais les niveaux de productivité étaient très différents, la productivité est-allemande étant à peu près la moitié de la productivité ouest-allemande. Ce qui signifiait que, exprimés dans une monnaie unique, les prix est-allemands étaient le double des prix ouest-allemands. Les entreprises de l'Est ont volé en éclat. Et comme le territoire est politiquement le même, ce qui apparut fut un chômage massif à l'Est.

Le problème soulevé par la comparaison entre monnaie commune et monnaie unique n'a pas disparu. Mais au lieu d'apparaître sous une forme monétaire (des crédits, des discussions, une certaine solidarité, une aide au développement, etc.), il a été reporté brutalement sur l'emploi. Cela dit, au plan des agents économiques capitalistes, chacun a conservé la valeur de ses sous.

La productivité en Allemagne de l'Est est la moitié de celle de l'Ouest, constatent les bourgeois de l'Ouest ? Eh bien ! Que les allemands de l'Est fassent l'effort nécessaire, qu'ils admettent l'abaissement de leurs salaires en conséquence, qu'ils admettent l'abaissement de leurs prestations, et ainsi de suite. Bref, que soient recréées, partout en Allemagne, les conditions jugées normales de l'exploitation capitaliste.

La monnaie commune organise **une exploitation de type soft**, alors que la monnaie unique conduit à **une exploitation de type hard**.

C'est pourquoi les solutions de type « monnaie commune mondiale de croissance » ne vont pas de soi. Il est facile de tirer de droites lignes sur le papier. Mais cela est moins facile dans la réalité. *La solidarité monétaire internationale doit être organisée, justifiée, acceptée par celles et ceux qui la pratiquent. Elle doit être également suivie de résultats tangibles*. L'internationalisme prolétarien, compte tenu de sa dimension économique contemporaine, ne va pas de soi, car nos sociétés, même riches, **ne sont pas des sociétés d'abondance**.

Cela me conduit à une dernière remarque, que je vais aborder maintenant, dans cette troisième partie. **Est-il souhaitable d'organiser une monnaie commune mondiale** ?

Compte-tenu de la diversité que la monnaie commune, qui semble la forme monétaire la mieux adaptée à une idéologie humaniste, veut embrasser et faire progresser vers le développement, n'est-il pas plus judicieux de concevoir qu'un tel type de monnaie soit différencié par zone plutôt que de relever d'une gestion mondiale unique ?conomiques

3. TROISIEME PARTIE : L'EXEMPLE DE LA CHINE ET L'ORGANISATION MONETAIRE PAR ZONE

Mais quel est donc le système général de relations dans lequel la Chine envisage d'inclure ses nouvelles relations monétaires ? La question doit être également posée pour le PCF. Comment ce dernier voit-il l'avenir de la France dans le monde ? Comment, dès lors, conçoit-il les relations monétaires devant remplacer le système dollar ?

Copyright © Le Vénissian

Je dois dire que, pour moi, la réponse n'a pas été immédiate et simple, surtout pour la Chine. Ce que j'avance ci-après doit être considéré comme une hypothèse.

Cette partie contient elle-même 2 sous-parties. Dans la première, je m'efforce de clarifier le sens que peut prendre le terme de mondialisation. Dans la deuxième, j'indique comment la Chine et la France se situent relativement à ces définitions.

A) Le terme de mondialisation.

Le terme « mondialisation » est trompeur et peut revêtir plusieurs sens. Puisque nous parlons de la Chine, je dirai que j'ai souvent rencontré chez mes amis et interlocuteurs Chinois une grande réticence lorsqu'ils m'entendaient critiquer ce terme.

a) La mondialisation identifiée à la mondialisation capitaliste

J'ai d'abord compris que, quand je critiquais la mondialisation capitaliste, mes amis Chinois étaient tentés de me dire : « Mais nous, Chinois, nous ne pouvons pas nous développer sans être directement en rapport avec le monde. Notre pays est si grand et surtout si peuplé, avec ses 1,4 milliards d'habitants, que dès que la Chine éternue, tous les autres pays du monde tombent par terre ». Et ils auraient pu ajouter, me semble-t-il : « Vous critiquez la mondialisation capitaliste. Mais ce n'est pas nous qui avons fait les règles. Donc nous sommes bien obligés d'entrer dans ce système pour survivre ».

Le premier sens possible du terme « mondialisation' est donc l'identification de la « mondialisation » et de la « mondialisation capitaliste ».

b) Qu'est-ce que la mondialisation capitaliste, notamment sous l'angle monétaire ?

Dans la mesure où les Chinois et leur gouvernement sont hostiles au système dollar, cela signifie qu'ils sont hostiles à la mondialisation capitaliste. Car le système dollar en est l'aspect monétaire. Cela nous oblige à définir mieux la « mondialisation capitaliste ».

Qu'est-ce, en effet, que la mondialisation capitaliste ? A mon avis, **c'est l'unification du monde et du gouvernement du monde par des moyens capitalistes.** Ces moyens sont principalement **économiques et privés** , pour ce qui concerne le Capital. Leur principe organisateur de base est alors la liberté totale du Capital et de ses agents les plus puissants. Mais ils sont également **économiques et publics**, au plan monétaire. Leur principe organisateur supérieur est alors celui de la responsabilité politique et technique principale de l'impérialisme américain.

Puisque mes amis Chinois sont ouvertement hostiles à la mondialisation capitaliste, mais qu'ils sont par ailleurs favorables à la mondialisation, quel sens peuvent-ils donc donner au terme de mondialisation ?

c) La mondialisation serait-elle « une autre mondialisation » ?

Si l'on met de côté la dimension capitaliste de la mondialisation actuelle, le sens d'une « autre mondialisation » est aussi celui de l'unification du monde et du gouvernement du monde, mais avec d'autres rapports économiques et politiques que ceux existant dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Tout se passe comme s'il existait

Copyright © Le Vénissian

aujourd'hui, au plan des idées, deux sortes de mondialisation. « La mondialisation de droite » qui serait « la mondialisation capitaliste » et la « mondialisation de gauche » qui serait « l'altermondialisme ».

Je ne pense pas que mes amis du PCC soient d'accord avec cette dernière conception. Ils se pensent, selon moi, comme les membres d'une grande nation, la Chine. Que cette nation soit grande à ce point que son intervention hors de ses frontières ait quasiment toujours une incidence mondiale est une chose. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient favorables, en tout cas pour l'instant, à « une autre mondialisation », au sens que je viens de définir. En revanche, je crois qu'une majorité de communistes, au sein du PCF, n'ont pas les idées totalement claires sur ce point et sont plutôt favorables à cette « autre mondialisation ».

d) Qu'est-ce donc que la mondialisation pour les Chinois ?

Il s'agit d'hypothèses de ma part. Mais quand bien même elles seraient erronées, elles peuvent aider à clarifier des interprétations défaillantes.

Je crois donc que mes amis Chinois sont, à coup sûr, hostiles à la mondialisation capitaliste, ne serait-ce que parce qu'elle leur fait du tort directement.

Je crois que mes amis Chinois ne sont pas favorables à une « autre mondialisation », de type alter-mondialiste, dont l'idéologie est hostile aux nations.

Je crois que, finalement, leur approche monétaire de la mondialisation est à double détente.

- D'une part, ils sont favorables à des instances mondiales qui préserveraient la valeur des quantités de monnaie gagnées par chaque partie prenante du commerce mondial.
- D'autre part, ils sont favorables à une organisation régionale des monnaies. Compte-tenu de leur poids économique, le yuan (renminbi) tiendrait un rôle déterminant au sein de l'ASEAN, qui est la zone économique la plus proche de leur influence [5] et dont les contours sont en formation.
- Entre les devises dominantes de chaque zone s'établiraient des relations monétaires mondiales, d'abord entre le dollar, l'euro et le yuan, en attendant que d'autres zones se forment (Amérique latine, Afrique, Inde, Moyen-Orient, Russie et autres, etc.).

B) La pratique gouvernementale chinoise en matière de monnaie mondiale et son soutien par le PCF.

a) Les revendications du PCC en matière de protection de la valeur de ses encaisses dollars. Au terme de ce texte, c'est certainement le point que le PCF pourrait soutenir de la manière la plus immédiate, s'il ne l'a déjà fait. On ne voit pas ce qui pourrait y faire obstacle.

Il en est de même en ce qui concerne toute revendication concernant l'urgence de changer les règles de fonctionnement des institutions monétaires internationales. Il est clair que la politique gouvernementale américaine sur ces questions ne va pas évoluer rapidement pour la raison que le PCF aurait joint sa voix à celle du PCC sur ce problème. Mais l'absence de protestation commune ne la changera pas davantage.

Enfin, il me paraît également clair que tout travail de recherche réciproque ou convergent à ce propos ne peut être que bénéfique.

b) En réalité, mon analyse conduit quand même à l'idée qu'existent des différences importantes entre les deux

organisations. Le fait de contribuer à les clarifier en tant que solutions souhaitées à la crise du système dollar et non en tant que conceptions attachées à telle ou telle organisation, me paraît une démarche constructive.

Je ne crois pas, pour ma part, tout en étant membre du PCF, que le projet de « monnaie commune mondiale de croissance » soit raisonnable. Mais je ne demande qu'à mieux le comprendre.

Les arguments venant en support de cette conception sont que 1) il existe des biens communs de l'humanité. 2) les Etats, surtout ceux en voie de développement, ont besoin de financer leurs « services publics ». Tout cela demande de l'argent. La banque centrale mondiale, gestionnaire de la monnaie commune mondiale, aurait pour tâche d'en conserver la valeur et d'en créer à taux zéro.

Il me semble que ces deux exigences sont parfaitement contradictoires. Car créer de la monnaie à taux zéro signifie accepter à l'avance que la monnaie en question se dévalue, ce qui peut être très rapide. Mais que signifie, dans ces conditions, la demande adressée à une telle banque de préserver la valeur de la monnaie dont elle a la charge ?

Une façon de réduire le poids de la contradiction est de concevoir que la monnaie commune mondiale soit fractionnée par zone. Ce que j'indiquais ci-dessus, quitte à ce que des politiques de développement soient mises en oeuvre zone par zone. Les zones, on peut le supposer, représentent, chacune dans son périmètre, une certaine unité culturelle et économique, une unité de savoir-faire, de connaissances et de productivité, facilitant la communauté de gestion de la monnaie concernée et les investissements nécessaires.

Je me suis engagé dans la discussion de deux approches monétaires du système monétaire mondial. Cela m'a conduit à cerner divers sens du terme « mondialisation » et à percevoir la principale différence existant, selon moi, au plan de la réforme du système monétaire international, entre la conception PCC et la conception PCF de la monnaie mondiale nécessaire pour remplacer le dollar.

Cela dit, la distance est grande entre les analyses théoriques et la réalité du changement. C'est d'ailleurs un argument en faveur de ce que je crois être la position chinoise. S'il est vrai que les Etats-Unis ne veulent rien changer à leurs pratiques monétaires mondialistes, du moins les membres de l'ASEAN, par exemple, peuvent-ils s'entendre sans que les Etats-Unis aient leur mot à dire. Et ainsi de toutes les zones.

Ce que j'espère, en tout cas, indépendamment et au-delà du présent texte, est que les Rencontres Internationales de Vénissieux auront réussi à mettre les conceptions sur l'avenir monétaire de la planète dans la liste de leurs tâches innombrables, car ces conceptions sont un aspect de la lutte contre la mondialisation capitaliste.

---

[1] Il s'agit d'un texte de Zhang Xuefei, publié par *Xin Hua* le 18/10/2013, et diffusé, en langue française, par le journal électronique *Chine-Informations*. Le site Réveil Communiste a également publié un article de Liu Chang, du 13/10/2013 (Xin Hua) posté sous le titre *« La Chine envisage un monde désaméricanisé »*.

[2] *« Le dollar reste la monnaie de réserve de référence et je pense qu'il devrait continuer à l'être pour longtemps »* (T.F. Geithner, Secrétaire au Trésor, mars 2009).

[3] *« Le dollar reste la monnaie de réserve de référence et je pense qu'il devrait continuer à l'être pour longtemps »* (T.F. Geithner, Secrétaire au Trésor, mars 2009).

Copyright © Le Vénissian

[4] Il est remarquable que celles et ceux qui soulignent l'exploitation supportée par les travailleurs chinois sont en général peu attentifs à cette forme d'exploitation mondialisée du travail d'autrui que permet le système dollar.

[5] Association of South-East Asian Nations. L'ASEAN comprend à ce jour 11 membres, qui sont : L'Indonésie, la Malaysia, Les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Myanmar, le Cambodge, le Laos, le Viêt-Nam, la Chine. D'autres Etats gravitent autour de cet ensemble (avec la pression contraire exercée par les Etats-Unis) : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud.

Copyright © Le Vénissian